

---

## COMPTES RENDUS

---

**Lily Kiminami, Kenneth Button, Peter Nijkamp (eds.), *Public facilities planning*, Collection Classics in planning, Edward Elgar, 2006, 416 p.**

Si l'on peut traduire le titre de cet ouvrage par « Localisation des équipements collectifs », on voit bien l'intérêt que doit pouvoir susciter sa lecture. Au confluent des disciplines économique et géographique, mêlant recherche opérationnelle, économie publique locale et science régionale, la répartition spatiale des biens publics est un enjeu primordial dans l'organisation de l'espace. L'objectif de l'ouvrage est d'en présenter des « classiques », censés fournir des pierres d'angle théoriques et des applications pionnières. Pour l'économiste, le géographe ou l'urbaniste soucieux d'une organisation « harmonieuse » de l'espace, l'attente est donc grande. Disons d'emblée qu'elle n'est qu'en partie comblée.

Comme l'indiquent les auteurs dans leur introduction, la planification ou la répartition spatiale des biens publics est affaire de hiérarchie : elle implique une autorité qui décide en s'appuyant sur une fonction-objectif collective plus ou moins explicite, parfois endogène lorsque la décision est démocratique (d'où l'impossibilité à décrire précisément cette organisation « harmonieuse » de l'espace évoquée précédemment). Dans les deux cas, une relation d'agence se met en place, le planificateur étant l'agent mandaté par la collectivité. L'ouvrage n'explorera pas plus avant cette dimension institutionnelle.

L'introduction mentionne à juste titre le développement des villes au Moyen-âge, les hésitations entre le développement spontané et la planification urbaine. A cet égard, les auteurs opposent un Darwinisme social qui nie à l'évidence la citoyenneté et une planification urbaine certes imparfaite mais à leurs yeux constitutive du développement urbain. Le lecteur devra donc l'accepter, même s'il éprouve quelques réticences à l'égard des excès du « planisme » si bien dénoncés par Hayek.

L'introduction fournit enfin une discussion sur la définition des *public facilities*, les équipements collectifs localisés. Elle est utile à ceci près qu'elle insiste étrangement sur la notion de besoins (*needs*), censée être centrale alors que l'économiste ne peut s'appuyer que sur des demandes.

La première partie reprend les remarquables contributions de Tiebout (1956) et Teitz (1968), deux classiques respectivement de l'économie publique locale et de la théorie de la localisation. Tiebout serait-il surpris de voir son nom associé à la planification ? Son « modèle » relève certes plus d'un ordre spontané dans lequel les demandes individuelles de services collectifs induisent l'organisation de l'espace ! Quoiqu'il en soit, on voit bien avec Tiebout apparaître en filigrane l'idée de clubs spatiaux, dès lors qu'on lève l'hypothèse d'absence de coût de transport. L'article fondateur de Buchanan (1965) sur la

théorie des clubs aurait pu trouver sa place dans l'ouvrage et l'article de Oates (1981) présenté dans la troisième partie aurait dû être inséré dans cette première partie puisqu'il est la continuation de la réflexion de Tiebout.

La contribution de Teitz (1968) est un vrai classique qui pose avec clarté tous les ingrédients d'un programme de localisation : le passage d'une économie a-spatiale à une économie spatialisée via les coûts de transports et l'emprise foncière, les arbitrages efficacité-équité et le choix d'une fonction-objectif collective, les dimensions statique et dynamique des localisations. Teitz évoque également (p.25) l'irréversibilité (ou à tout le moins la rigidité) des emprises foncières. L'article fondateur de Henry (1974) aurait pu être présenté en complément car il bénéficie d'une juste postérité.

La seconde partie propose des articles pionniers en matière de théorie de la localisation. Publiée en 1975, la contribution de Wagner et Falkson est ingénieuse, notamment lorsqu'elle propose de comparer le programme de maximisation du surplus net des utilisateurs à celui de minimisation des coûts de déplacement. L'arbitrage équité-efficacité est remarquablement rendu par le classique Bigman et ReVelle (1978) et à un moindre degré par MacAllister (1976). Enfin, le récent article de Takahashi (2004) semble décalé au regard de l'objectif de l'ouvrage : il propose un article certes solide mais comme il s'en publie tant sur la concurrence spatiale entre gouvernements (et plus généralement sur le fédéralisme fiscal). L'article fondateur de Wildasin (1988) eût été plus opportun.

La troisième partie est censée être dédiée aux problèmes institutionnels (*Institutional issues*). Hormis dans l'article de Oates (1981) déjà évoqué, ces problèmes sont absents des autres contributions présentées puisque les deux premières (Fijita, 1986 ; Sakashita, 1987) traitent de programmes de localisation optimale, la troisième (Lahiri et Raimondos-Moller, 1998) étant à mon point de vue largement hors sujet.

La quatrième partie permet de se recentrer sur le sujet en traitant à nouveau de la théorie des clubs et en proposant des articles judicieux. Son titre, le « rôle du secteur privé » reflète bien la difficulté à cerner ce qui dans la fourniture des biens de clubs relève d'une démarche coopérative sans objectif de profit (on est dans un modèle de partage des coûts) ou d'un jeu non coopératif où des entrepreneurs à la Tiebout tentent de répondre aux demandes (et non aux besoins) des individus. Un article comme celui de Sandler et Tshirhart (1997) aurait fourni une synthèse pertinente des réponses à cette question.

Les trois dernières parties de l'ouvrage sont consacrées respectivement aux techniques classiques d'évaluation (hiérarchisation des projets par analyse multicritère, couverture moyenne ou maximale d'un réseau) puis au renouvellement des techniques (analyse stratégique qualitative, méthode d'évaluation contingente), enfin à des études de cas emblématiques même si certaines peuvent revêtir un certain caractère désuet. Il n'est pas dans notre objectif d'en détailler le contenu.

L'ouvrage est certes utile et fournit l'essentiel des références anglo-saxonnes « de base » dans le champ de la planification de la localisation des équipements collectifs. Il est plutôt complet en matière de théorie des clubs et lorsqu'il présente les articles fondateurs de la recherche opérationnelle sur la

localisation des services. Parfois, il s'égare cependant dans des références anecdotiques ou déplacées. Il ignore en outre des grands classiques de l'analyse économique spatiale et de l'économie régionale et urbaine. Le lecteur désireux d'appréhender les fondements de la théorie de la localisation des activités aura tout intérêt à compléter ses lectures avec celle de Ponsard (1988).

Public facilities planning est donc un ouvrage qui fournit les bases essentielles de la théorie des clubs et des méthodes de localisation des équipements collectifs. Certaines références semblent pouvoir résister à l'usure du temps (il reste utile de lire Tiebout ou Teitz !), d'autres moins. D'une manière générale, les méthodes de localisation sont depuis les années quatre-vingt parvenues à une certaine maturité, avec notamment l'amélioration spectaculaire des logiciels. De même, on ne pourra vraisemblablement les améliorer qu'à la marge au plan théorique. La période de croissance des pays occidentaux après la seconde guerre mondiale a en outre permis un maillage assez dense de leurs territoires. Ainsi, la question qui se pose désormais est plus celle de l'efficience relative des structures existantes. D'où l'usage croissant de techniques comme les méthodes d'enveloppement des données (DEA) ou des frontières stochastiques (SFA) qui permettent de comparer l'efficience des équipements les uns par rapport aux autres. Appliquées aux écoles, aux hôpitaux, à la gestion des déchets... elles renouvellent la problématique et la boîte à outils de la science régionale.

Pour les pays en développement, le défi est peut-être de mener de manière conjointe tant un maillage équitable et efficace de leurs territoires que l'analyse d'efficience qui sélectionne les meilleures pratiques productives.

### Références

*Les références reprises ici sont celles qui n'apparaissent pas dans l'ouvrage recensé.*

- Buchanan J.M. (1965), "An Economic Theory of Clubs", *Economica*, 32.  
 Henry C. (1974), "Investment decisions Under Uncertainty: The Irreversibility Effect", *American Economic Review*, 64.  
 Sandler T. and J. Tschirhart (1997), "Club Theory: Thirty Years Later", *Public Choice*, 93.  
 Wildasin D. (1988), "Nash Equilibria in Models of Fiscal Competition", *Journal of Public Economics*, 35.  
 Oates W. (2005), "Toward a Second Generation of Fiscal Federalism", *International tax and Public Finance*, 12.  
 Ponsard C. (dir.) (1988), *Analyse économique*, PUF.

**Jean-Michel Josselin**  
 Université de Rennes 1